

APPEL DES MAÎTRES DES ÉCOLES PRIMAIRES

Stop à la démolition de l'école publique.

Stop au mépris.

M. Darcos doit démissionner.

Depuis sa nomination en mai 2007, le ministre de l'éducation nationale, M. Xavier Darcos, avait déjà à son actif :

- la suppression de la carte scolaire, qui institue la concurrence entre écoles et accélère la formation de ghettos scolaires ;
- la promulgation de « nouveaux » programmes (dont les rédacteurs ne sont toujours pas connus !) contraires à l'avis de la profession et des chercheurs, après une mascarade de concertation, menée dans la précipitation ;
- la diminution de 2 h du temps hebdomadaire d'enseignement (l'équivalent de 3 semaines par an !) et la réorganisation de la semaine décidée contre les préconisations des professionnels et des spécialistes des rythmes scolaires ;
- le discrédit jeté sur l'action des enseignants de l'école publique, notamment en trompant l'opinion sur les performances de l'école française dans les évaluations internationales et sur le coût réel de notre école ; il ne cesse d'accréditer l'idée, portée par les groupes ultralibéraux, mais démentie par les spécialistes, que les résultats français sont plus mauvais que la moyenne et en baisse et que les dépenses sont plus élevées que nos voisins et en hausse ;
- des déclarations insultantes sur les maternelles considérées comme de simples garderies où le travail des enseignants consiste à « surveiller la sieste et à changer les couches » ;
- la disparition programmée des IUFM, revenant à supprimer la formation professionnelle, au lieu de chercher à l'améliorer ;
- l'étranglement financier des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public ;
- les atteintes au droit syndical, au paritarisme et au droit de grève ;
- la mise en place du fichier base-élèves, comportant des données qui mettaient gravement en cause les libertés individuelles et le droit à l'éducation des enfants étrangers, quel que soit le statut de leurs parents ;
- le financement (pour 220 000 euros) d'une officine privée qui doit surveiller les prises de position des enseignants sur le web, « repérer les leaders d'opinion, les lanceurs d'alerte et analyser leur potentiel d'influence et leur capacité à se constituer en réseau ».

Il vient aussi de faire inscrire dans le budget 2009 :

- la suppression brutale de 3 000 postes d'enseignants spécialisés des RASED, tout en proclamant vouloir diviser par 3 le taux d'élèves en grande difficulté scolaire et en tentant de faire croire que la mise en place des 2 h d'aide personnalisée pourrait remplacer le travail des enseignants spécialisés ;
- la baisse de 30 % des postes mis au concours en 2009 et, par voie de conséquence, de la formation continue remplacée par les PE2, avant sa disparition totale en 2010...

Tout récemment, il a confirmé que trois autres « réformes » seront mises en place en 2009 :

- la création de l'Agence nationale du remplacement, qui pourrait employer des maîtres non certifiés et précarisés ;
- la création des EPEP et la caporalisation des maîtres par des « super-chefs », les directeurs d'EPEP (500 postes ont été budgétisés pour cela) ;

- la suppression de la maternelle entre 2 et 3 ans, remplacée par un « jardin d'éveil » à la charge des communes et des familles, premier pas vers la suppression de la maternelle avant 5 ans, réclamée par des amis politiques du ministre.

Et voici que, début novembre, plutôt qu'une revalorisation des salaires des enseignants, M. Darcos annonce qu'il octroiera une prime de 400 euros aux maîtres qui feront passer les évaluations nationales au CE1 et au CM2.

C'en est trop ! C'est maintenant notre dignité qui est bafouée ! Depuis toujours, nous assumons la passation d'épreuves d'évaluation, la correction et l'analyse des résultats, sans penser à demander une rémunération spéciale, car l'évaluation des apprentissages de nos élèves fait partie de nos missions. De plus, quand il s'agit d'évaluations nationales, le plus souvent nous faisons la correction et l'analyse collectivement (en dehors des heures de classe), car les résultats à un niveau donné d'enseignement concernent toute l'équipe des maîtres, en amont et en aval.

Alors, pourquoi cette prime, telles des cacahuètes jetées à des singes ? M. Darcos anticipe-t-il des résistances du fait que ces épreuves, entourées du plus grand secret, sont annoncées comme très difficiles par le ministère et qu'elles feront apparaître une énorme proportion d'élèves en grande difficulté, sans rapport avec la réalité ? Redoute-t-il que ces épreuves mettent plus nettement en évidence la malfeasance des programmes 2008 ? Craint-il que la profession y voie une rupture avec les exigences du Socle commun de connaissances et de compétences, conçu à partir des programmes de 2002, et qui est toujours en vigueur ? A-t-il peur que nous refusions de faire passer les épreuves et veut-il acheter notre soumission ? Parie-t-il sur les difficultés financières des enseignants pour les opposer les uns aux autres et diviser les équipes d'écoles ?

Nous, enseignants des écoles élémentaires travaillant au CE1 et au CM2, nous le disons sans équivoque : cette prime est une atteinte à notre dignité ; nous la reverserons à une association éducative complémentaire de l'enseignement public ou à une caisse de solidarité des maîtres du primaire que nous appelons à créer dans chaque département.

Et nous tous, enseignants des écoles primaires, nous dénonçons cette prime qui met à mal le travail d'équipe, ignore le fonctionnement réel des écoles et apparaît comme une façon perverse de consacrer la dégradation de notre pouvoir d'achat.

Nous demandons la mise en place d'un Conseil national de l'évaluation à l'école comprenant des praticiens, des formateurs et des chercheurs pour mettre au point une politique de l'évaluation et élaborer des outils pour les équipes d'écoles et de cycle, au service des apprentissages des élèves définis par le Socle commun de connaissances et de compétences.

Nous appelons les conseils des maîtres et les conseils d'école à prendre, dès à présent, des mesures fortes pour protéger les enfants et les écoles des méfaits éventuels des épreuves nationales CE1 et CM2, que ce soit en raison du contenu des épreuves ou de leur utilisation.

Nous les appelons en particulier à refuser fermement toute publication des résultats des écoles.

Nous ne pouvons plus continuer à subir cette politique scolaire fondée sur la concurrence entre les élèves, entre les familles, entre les écoles et entre les maîtres. Elle est contraire à l'idéal de citoyens responsables et solidaires qui fonde notre école. Nous ne supportons plus de travailler avec une administration qui pense pouvoir nous mener à la carotte et au bâton. Si c'est là le modèle éducatif de notre ministre, ce n'est pas le nôtre, ni celui de l'école laïque et républicaine.

Nous voulons rester dignes de notre mission d'éducateur. Nous demandons que cessent la brutalité, la méfiance et le mépris. Nous demandons l'arrêt de cette politique et la démission du ministre qui l'incarne.